

la même proportion, de celui de toutes les autres denrées d'un usage domestique, et le fléau menaçant d'une disette prochaine allait frapper une population dont les ressources achevaient d'être taries par une longue diminution, et, dans ce moment, par une complète interruption des travaux manufacturiers. Les hôpitaux encombrés déclaraient ne pouvoir continuer leur service, à moins d'énormes subventions. La ville ne pouvant plus laisser le soin de son approvisionnement au commerce privé, dont les opérations étaient partout arrêtées, sollicita les secours du gouvernement. « La municipalité de Lyon, écrivit-on au ministre Roland, ne voit pas sans sollicitude, et même sans effroi, l'état de détresse où cette ville est prête à se trouver. La fabrique presque anéantie, une multitude d'ouvriers sans travail, la cherté exorbitante des denrées de première nécessité, la difficulté des approvisionnements, surtout des grains, font craindre que la ville ne se trouve, l'hiver prochain, exposée à d'affreuses calamités...; elle ne peut compter sur les approvisionnements du commerce ordinaire des blés, tant que le calme ne sera pas rétabli. Il faut que les administrateurs fassent promptement l'achat d'une grande quantité de grains. Mais la ville est sans moyens, si le ministre ne vient à son secours... » Les obstacles apportés aux approvisionnements étaient si grands, que les administrateurs de l'Hôpital et de la Charité, qui y étaient commis par ces maisons de bienfaisance, ne voulurent entreprendre des achats qu'en se faisant décharger, par des délibérations expresses, de toute responsabilité pour les saisies ou pillages dont les denrées achetées pourraient être atteintes.

On voit à quels éléments de fermentation était en proie le peuple de Lyon. Ils expliqueront les troubles graves, les scènes orageuses et sanglantes, le débordement de passions et les luttes acharnées qui ne tarderont pas à se manifester dans cette ville malheureuse.